SPA Pharma Invest

Le Bulletin Du Pharmacien

Edition nationale www.pharmainvest.dz

Média du 1er Groupement de Pharmaciens

Juin 2020
N° 036

Édito

par Abdellatif Keddad

Si la pandémie à covid-19 a malheureusement fait de très nombreuses victimes, bouleversé nos habitudes calquées sur le confinement sanitaire, les différentes autorités sanitaires s'accordent à rappeler que pour mieux combattre le virus, une discipline collective reste nécessaire. Miloud Kaddar, économiste de la santé, y voit cependant une opportunité dans différents secteurs d'activité pour notre pays, dont le secteur pharmaceutique. Il note que les entreprises internationales tirent leurs premières conclusions de la crise avec la nécessité de relocaliser leur production hors de l'Asie. L'Algérie dispose à cet effet, d'importantes richesses naturelles hors hydrocarbures, des ressources humaines de qualité et compétentes, une situation géographique exceptionnelle en étant une porte d'entrée vers le continent africain pour les pays du nord. Le parcours développé par Habiba Loucif Scandrani, notre portrait du mois, confirme l'hypothèse de la formidable énergie que recèlent nos compatriotes.

Au sommaire

- Vœux de l'Aid el Fitr de Yassine Leghib, PCA
- Entretien avec Miloud Kaddar, expert international
- Impact économique de la crise du covid-19 sur
- Portrait de pharmacien, Habiba Loucif Scandrani

Yassine Leghrib, PCA : « *Saha Aidkoum* »

Ramadan Karim se termine. Il aura été pour nous l'occasion de ressourcement spirituel. Malgré le contexte difficile que traverse notre pays, les pharmaciennes et les pharmaciens sont restés fidèles à leur poste au service de la santé. Je leur adresse ici, à l'occasion de l'Aid El Fitr , au nom du Conseil d'Administration et du personnel de Pharma Invest, mes vœux de santé et prospérité. Saha Aidkoum

Covid 19: Entretien avec Miloud Kaddar, économiste de la santé, « *Une discipline collective est nécessaire*»

Miloud Kaddar, économiste de la santé et ancien fonctionnaire international, spécialiste des systèmes de santé, nous a accordé un entretien sur notre système de santé à l'épreuve du covid19. En voici les moments forts. Abdellatif Keddad: Que peut-on retenir jusqu'à présent de la crise du covid-19 ? Miloud Kaddar: « *Cette pandémie marquera certainement les esprits pour longtemps pour trois raisons : la première c'est sa vitesse de propagation. En trois mois, elle a traversé tous les territoires et pays et contaminé des millions de personnes, en a tué des centaines de milliers parmi la population générale et les professionnels de la santé, notamment en Europe, aux Etats Unis et dans certains pays asiatiques. La deuxième raison est le fait que la médecine*

(Suite page 2)

Miloud Kaddar, Impact économique de la crise du covid-19
L'Algérie pourrait être la grande bénéficiaire

AK : Quel impact de la crise du covid 19 sur notre économie?

MK: *L'impact économique de la crise Covid-19 risque de faire encore plus de victimes que le virus lui-même. Il va aggraver les inégalités et les disparités. Les conséquences économiques de la propagation du virus sont brutales, sous l'effet d'un double choc de l'offre (baisse des activités économiques, baisse de la production du fait de la mise à l'arrêt d'usines notamment) et de la demande (baisse de la consommation du fait du confinement des individus, de la diminution des transports et des voyages dans le monde entier).*

La pandémie de COVID-19 fait craindre des pénuries alimentaires. En conséquence, plusieurs pays émettent des restrictions temporaires à l'exportation de certains produits alimentaires de base. Les perturbations dans les transports et dans la chaine d'approvisionnement ont de nombreux effets négatifs. La crise économique est considérée comme inédite à la fois de par sa nature (consécutive d'une crise sanitaire) et dans son ampleur. En avril 2020, le FMI prévoit

(Suite page 2)

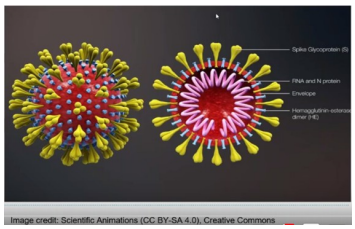
Covid 19, Entretien avec Miloud Kaddar, économiste de la santé
« *Une discipline collective est nécessaire* »

suite de la page 1

(Suite de la page 1)

n'avait pas de réponse immédiate prête. On ne dispose jusqu'à présent ni de vaccins, ni de médicaments effectivement efficaces et validés par les instances concernées. De nombreuses recherches sont en cours, à grande vitesse et mobilisant d'énormes moyens.

Pour le moment, seules les mesures de prévention et de discipline collective peuvent freiner et arrêter la chaine de transmission du virus. C'est une situation unique, exceptionnelle ! ». La troisième raison est que comme pour une guerre ou une crise politique, la durée et l'intensité de cette pandémie demeurent encore très incertaines. De nombreuses questions demeurent malheureusement sans réponse ferme, actionnable.



Cette pandémie a effectivement touché l'Algérie et mis à rude épreuve notre pays, son économie et son système de santé. Le virus a profité de la mondialisation et des faiblesses de notre système de santé. Le Covid-19 a révélé l'état d'impréparation de notre système de santé. Impréparation car depuis plus de 10 ans, les signes d'épidémies à potentiel pandémique (SRAS, 2002-2003, Syndrome respiratoire du Moyen Orient, Ebola et autres) et d'autres risques sanitaires majeurs étaient là pour alerter et pour inciter à préparer et à mettre en place un véritable système de surveillance épidémiologique, d'alerte, de communication et de réponse rapide. Rien de sérieux et de fonctionnel n'a été mis en place.

Dans un premier temps, les moyens de protection (gants, masques, gel..) n'étaient pas là, les services de prise en charge n'étaient pas prêts, les équipements insuffisants, la coordination absente. Il a fallu improviser, s'agiter dans tous les sens, estimer les besoins, passer des commandes d'urgence, former des équipes, mettre en place un comité de suivi, mobiliser et former les personnels de santé. Les mesures de confinement et de déconfinement partiels ont été prises mais sans toujours grande cohérence et sans tenir compte de tous les facteurs et toutes les implications sociales, économiques, psychologiques, individuelles et collectives. La réponse à une crise comme celle du coronavirus ne dépend pas seulement du système de soins.

Elle dépend aussi de la qualité et de l'organisation des institutions publiques et de leur capacité à fournir des services et surtout à instaurer un climat de confiance et de discipline pour que les précautions et les restrictions soient respectées. Tout cela est compliqué et difficile à concevoir et à mettre en œuvre, il faut le reconnaitre. Cette situation est celle de pas mal de pays dans le monde, beaucoup ont été surpris et ont eu du mal à réagir correctement. Il faudra tirer les enseignements et les leçons.

Comme disait quelqu'un « On ne rattrape pas le temps perdu, mais on peut arrêter de perdre du temps !»

Miloud Kaddar, Impact économique de la crise du covid-19
« *L'Algérie pourrait être la grande bénéficiaire* »

(Suite de la page 1)

une chute du PIB de 3% dans le monde et 7,5% dans la zone euro.

Dans les pays en développement, l'impact économique est énorme. Prenez le cas de pays comme la Tunisie ou l'Egypte qui dépendent en partie du Tourisme ou de pays comme l'Algérie, le Vénézuela ou Angola qui dépendent massivement des recettes pétrolières.

En Algérie, l'estimation de l'impact économique est en cours, il est énorme du fait des effets de mesure de confinement, de quasi arrêt de certaines activités. Cet impact est plus massif pour tous ceux qui vivent au jour le jour, ceux du secteur informel qui doivent travailler chaque jour pour pouvoir nourrir leurs familles. Ils sont nombreux et bénéficient peu du filet social de protection en dehors des solidarités familiales et sociales.

La crise sanitaire en Algérie est aggravée par la chute drastique des recettes pétrolières et de nos réserves en devises. De nombreux indicateurs économiques sont au rouge notamment les déficits de nos budgets publics, de la balance commerciale et de la balance des paiements. Le PIB devrait se contracter de 3 à 5 % selon les estimations en 2020, du fait, entre autres, de la contraction des investissements publics qui représentent 44% de l'ensemble des investissements du pays.

Le risque de crise économique, politique et sociale est grand

(Suite page 4)

Portrait de pharmacien d'officine,

Habiba Loucif Scandrani*: « une femme exceptionnelle, généreuse avec un grand cœur »*

Native de la Casbah, c'est à la faculté de pharmacie d'Alger que Habiba Loucif Scandrani obtiendra en 1974 son diplôme. Le service civil l'amènera à rejoindre le laboratoire de pédiatrie de l'hôpital de Beni Messous de 1974 à 1980 où exerçait le professeur Rachid Denine. A cette époque étaient pratiqués l'ensemble des examens de biologie, de la biochimie à l'hématologie, de la toxicologie à la parasitologie. Elle garde le souvenir de moments riches passés au sein du CHU. C'est à l'issue de cette période, qu'elle opte pour le secteur libéral et s'installe le 19 janvier 1980, au niveau du Golf à El Mouradia (Alger), endroit qu'elle ne quittera plus. Elle compte dans sa famille de nombreux professionnels de la santé, parmi eux le professeur Mohamed Rédha Souilamas, pionnier de la greffe du poumon. Auteur d'une cinquantaine d'articles scientifiques sur la greffe du poumon, empêché de progresser à Paris, les Etats Unis lui déroulent le tapis rouge. Il avait écrit un livre sur ce parcours désolant, au titre très révélateur 'la *couleur du bistouri*'. L'ouverture de la pharmacie de Habiba avait engendré d'importants frais d'investissement, elle du se concentrer durant les 2 premières années au remboursement de la dette. Au début de son exercice, il n'y avait pas beaucoup d'officines, les médicaments étaient disponibles, le problème résidait dans le monopole détenu par les PHARM qui étaient les seuls fournisseurs des pharmacies et par la présence des agences ENDIMED qui dispensaient des médicaments sans pharmaciens. Soucieuse de participer au développement de la profession, elle s'investit en 1984 en rejoignant la Société Algérienne de Pharmacie (SAP) alors présidée par le professeur Ali Gherib disparu depuis, auquel Habiba rend hommage. La société donna l'Association des Pharmaciens du Centre (APHAC), au sein de laquelle Habiba activa non seulement dans le social, mais aussi pour aider les jeunes pharmaciens dans leur installation. Sensible à la situation de ses jeunes consoeurs et confrères, elle poursuit son élan et participe à la création de l'association des pharmaciens au chômage présidée par Malika Addour. Leur intense travail fut récompensé car il avait abouti à faire recruter les pharmaciens au niveau de toutes les agences ENDIMED, évaluées à ce moment à un millier. Au cours de cette période, les différentes réflexions suggéraient qu'il faille placer la santé à une échelle régionale avec une vision maghrébine de la pharmacie. A cette époque, comme en Algérie, le Maroc passait de 700 officines à 12000 en quelques années, ce qui eût une incidence non négligeable sur l'activité économique. C'est dans ce contexte qu'avait été mise en place la Fédération des Pharmaciens du Maghreb Arabe (FPMA) regroupant l'Algérie, le Maroc et la Tunisie laquelle fédération participa par la suite à la création de l'Union des Pharmaciens Arabes (UPA). En 1992, après de nombreuses années d'absence, le conseil de l'ordre est réactivé et Habiba Loucif Scandrani y voit une occasion formidable de le rejoindre pour donner plus de dimension aux actions entreprises et pour que la profession remplisse son rôle et restaure son image. Sa notoriété l'a faite élire, elle assumera les fonctions de secrétaire générale aux côtés du premier président Abderrahim Zemmouchi. Deux années plus tard, une triste décision du conseil d'Etat vient geler le conseil de déontologie. Cet évènement, auquel sont ajoutées les difficultés grandissantes de la profession et l'état de dégradation de l'exercice pharmaceutique, les pénuries de médicaments qui devenaient insoutenables, le statut du pharmacien avec une perte de la considération, les horaires, les gardes, les difficultés d'approvisionnement des

(Suite page 4)

Les membres du Conseil d'Administration

Yassine LEGHRIB, PCA

Mehdi CHEHILI,

Foudil MEKIDECHE,

Hichem ZOUAK,

Mohamed SOUAKRI,

Samir ATTIA,

Abdelmoumene MAATALAH,

Abdelhakim MATALLAH,

Rabie ZIAR,

Leila KHENNOUF

SPA Pharma Invest

PharmaInvest

Le Bulletin du Pharmacien

Média du 1er Groupement de Pharmaciens

Abdellatif Keddad

Rédacteur en chef

Pharma Invest spa

Société au capital social de

1 703 852 880 DA

Siège social
Cité Houari Boumediène - El-Eulma

Algeria
Téléphone : +213 36 76 12 16

Fax : +213 36 76 12 19
www.pharmainvest.dz

Messagerie :
contact@pharmainvest.dz

Saha Aidkoum

Portrait de pharmacien, Habiba Loucif Scandrani

(Suite de la page 3)

pharmacies, les marges, vont amener Habiba en véritable locomotive, à participer en 1995 avec un groupe d'une quinzaine de pharmaciens parmi lesquelles elle cite Hakima Rezkallah véritable cheville ouvrière du projet, Abderrahim Zemmouchi, S'Oad Hamrour, Omar Mehri, Zhor Bouyoucef, A. Krid, A. Fekkar, Lamoudi, etc. vers la création d'un syndicat des pharmaciens d'officine. Très à l'écoute de ses consoeurs et confrères, Habiba accompagne le projet tout au long des nombreuses réunions souvent marathon, au cours desquelles ont été survolées l'ensemble des préoccupations du moment de la profession, le faisant mûrir avec à la clé, la production de deux propositions, l'une pour les statuts du futur syndicat, l'autre pour le programme d'action. En toile de fond avaient été inscrits les 3 piliers de l'exercice à savoir la défense des intérêts moraux et matériels de ses membres, le conseil de l'ordre, l'inspection de la pharmacie. Le projet voit le jour et la date du 6 juin 1996 pour la tenue de l'assemblée générale constitutive, est fixée. Elle marque la naissance du syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO). Habiba était de toutes les batailles menées à ce moment pour défendre la profession. La forte mobilisation des pharmaciennes et des pharmaciens, avait abouti à la réactivation du conseil de l'ordre. Si elle ne l'intègre pas à ce moment pour des raisons personnelles, la confiance que lui portent les pharmaciens, la fait élire deux années plus tard en janvier 2001 lors du premier renouvellement des membres, en qualité de vice présidente. Cette confiance lui sera réitérée plusieurs fois, et aux élections de 2018 elle décide de ne plus être candidate pour des raisons de santé. Il lui est alors attribué le statut honorifique de membre honoraire de l'ordre des pharmaciens. Lors des 8èmes Rencontres Internationales Pharmaceutiques d'Alger (RIPA 8), elle est distinguée pour son parcours au service de la pharmacie. Pour Habiba Loucif Scandrani, « *La pharmacie est et restera un noble métier qui évolue. Cette évolution en lien avec le développement des sciences se fait vers divers secteurs comme la clinique, l'hôpital, l'industrie et l'officine. Nous serons obligés d'introduire de nouvelles disciplines comme la nutrition, l'orthopédie, la gériatrie, les dermo-cosmétiques, le dépistage, etc. Ce qui est très important, car l'expérience du covid 19 voit l'implication totale du pharmacien et les ouvertures possibles au service de la population* » elle ajoute que *« ce rôle a été largement souligné par le conseil de l'ordre. » Dalila Tella, conseillère ordinale* nationale et Lynda Ait Ahmed pionnière des groupements de pharmaciens, amies de longue date, nous confieront *« c'est une femme exceptionnelle et généreuse avec un grand coeur ».* Habiba Loucif Scandrani nous partage son vœux le plus cher, celui *« d'un avenir prospère pour les pharmaciens afin qu'ils assurent toute sa noblesse à la profession. »*

Covid19, Entretien avec Miloud Kaddar, économiste de la santé

« L'Algérie pourrait en être la grande bénéficiaire »

(Suite de la page 2)

après le déconfinement. Les arbitrages vont être donc très difficiles et le nombre de mécontents va se multiplier. Il faut établir un climat de confiance et revoir de fond en comble la gouvernance, le système économique et de santé tout comme nos paradigmes, valeurs, modes de vie et de consommation.
En sommes-nous tous informés et conscients ? En serons-nous capables individuellement et collectivement ?

Il faut aussi souligner que cette crise peut être une opportunité et accélérer les réformes de l'économie nationale pour la diversifier, sortir du tout pétrole, assurer notre sécurité alimentaire, entamer une vraie transition énergétique et numérique, intégrer le secteur informel et mettre en place un système fiscal et bancaire performant.

Vous savez que beaucoup de grandes entreprises veulent relocaliser leurs productions hors de la Chine. L'Algérie pourrait en être la grande bénéficiaire, avec ses richesses, la qualité de ses cadres, sa profondeur africaine, sa tradition industrielle couplée avec la digitalisation et la transition énergétique à promouvoir.

Propos recueillis par Abdellatif Keddad

NB: Les liens qui figurent dans les articles,
sont actifs sur la version électronique du bulletin et renvoient aux sources d'information